

# Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français  
N° 659 - 11 septembre 1997 - Prix 2,50 F



dessine moi une société humaine

Un peu plus de 100 jours après les élections législatives, de grands dossiers sont à la une de l'actualité : emploi, éducation, pouvoir d'achat, immigration. Les communistes donnent leur avis, leurs propositions (pages 2 à 8).



Qui sont les riches ? Ceux qui vivent de leur travail, ceux qui spéculent et vivent de leurs revenus boursiers ? Où est l'argent ? Nous cherchons, page 3, à répondre à ces questions.



par Yannick CHENEAU  
membre du Secrétariat Fédéral

Le Parti Communiste n'entend pas être un simple acteur même vigilant de la politique menée par le gouvernement. Il entend y participer parce qu'il a conscience du rôle indispensable qu'il peut y jouer, et de l'attente du peuple français à son égard. Par leurs votes en juin dernier, les Françaises et les Français ont décidé le changement, ils ont exprimé de fortes attentes et que soient pris en compte les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Une question forte revient et préoccupe les citoyens : « Aura-t-on, en toutes circonstances, la volonté et la capacité de se donner les moyens d'atteindre les objectifs de changement annoncés. C'est une question qui aura dans les semaines qui viennent, une importance capitale. Cette rentrée est donc pleine de ce double aspect : moyens financiers pour réussir les changements nécessaires et moyens politiques pour mobiliser les Français.

Les interrogations, les inquiétudes ne conduisent nullement à la passivité. Beaucoup de gens au contraire,

manifestent leur volonté d'intervenir pour que les changements promis soient au rendez-vous.

C'est, aux yeux des communistes, un atout incontestable sur lequel la nouvelle majorité politique, le gouvernement doivent s'appuyer. Pour l'essentiel, les premières décisions du gouvernement vont dans le bon sens, mais de nombreux et graves problèmes sont toujours là, aussi graves et aussi urgents à résoudre.

C'est pour cela que les communistes proposent d'aider à ce que grandisse un véritable travail citoyen dans les entreprises, dans les communes, dans les quartiers réunissant toutes celles et tous ceux qui veulent réfléchir ensemble, élaborer et faire vivre les solutions nouvelles nécessaires.

Dans les espaces citoyens que nous proposons d'organiser, nous voulons instaurer de véritables lieux de débat, de solidarité, d'action, ouverts à toutes celles et tous ceux qui veulent construire, dans notre pays, une autre politique.

# 22

22 milliards prélevés sur les profits d'entreprises. Notons que c'est la première fois qu'un gouvernement de notre pays décide de prendre l'argent sur les profits plutôt que sur les revenus du travail



## ACTUALITÉ

### ● FETE DE L'HUMA

La préparation bat son plein, il est encore temps pour se décider à y participer.  
Mode d'emploi page 6

### ● CONFÉRENCE DE PRESSE

La Fédération tenait le 1<sup>er</sup> septembre, sa Conférence de Presse de rentrée.

Page 4

### ● 150ème anniversaire

Il y a 150 ans, l'esclavage était aboli. Une exposition au stand de la Loire-Atlantique sur la Fête de l'Huma.

Page 7

# L'EMPLOI DES JEUNES : UNE PORTE S'OUVRE

Le projet de loi prévoyant la création en trois ans de 350 000 emplois de jeunes pour cinq ans dans les secteurs publics et associatifs est une porte qui s'ouvre et que « *Le Parti communiste apprécie positivement* ».

La démarche gouvernementale affirmée peut donner naissance à de vrais emplois et non des petits boulots sans avenir.

Les emplois rémunérés au SMIC, afin de répondre à des besoins réels identifiés, ne manqueront pas d'être appréciés positivement par les centaines de milliers de jeunes qui n'ont aujourd'hui comme perspective que le chômage ou les contrats de très courte durée à peine rémunérés. Faire en sorte que ces emplois demeurent au-delà des cinq années prévues pour leur financement à 80 % par l'Etat est affirmé.

## C'est positif.

Des interrogations, des inquiétudes, des critiques s'expriment quant aux risques de voir enclencher de nouvelles déréglementations du travail ou que les collectivités locales, dont beaucoup sont au bord de l'asphyxie financière, ne puissent « suivre ».

Pour le Parti Communiste et ses élus au Parlement, « il faut entendre et trouver les solutions aux problèmes posés ». **C'est pour améliorer ce projet de loi que les parlementaires communistes ne manqueront pas d'apporter leur concours et de favoriser une participation citoyenne au débat.**

Il est évident que ce plan emploi jeune ne réglera pas à lui seul le problème du chômage. Il faut pour cela faire du neuf pour orienter l'argent autrement : vers l'emploi plutôt que vers la finance.

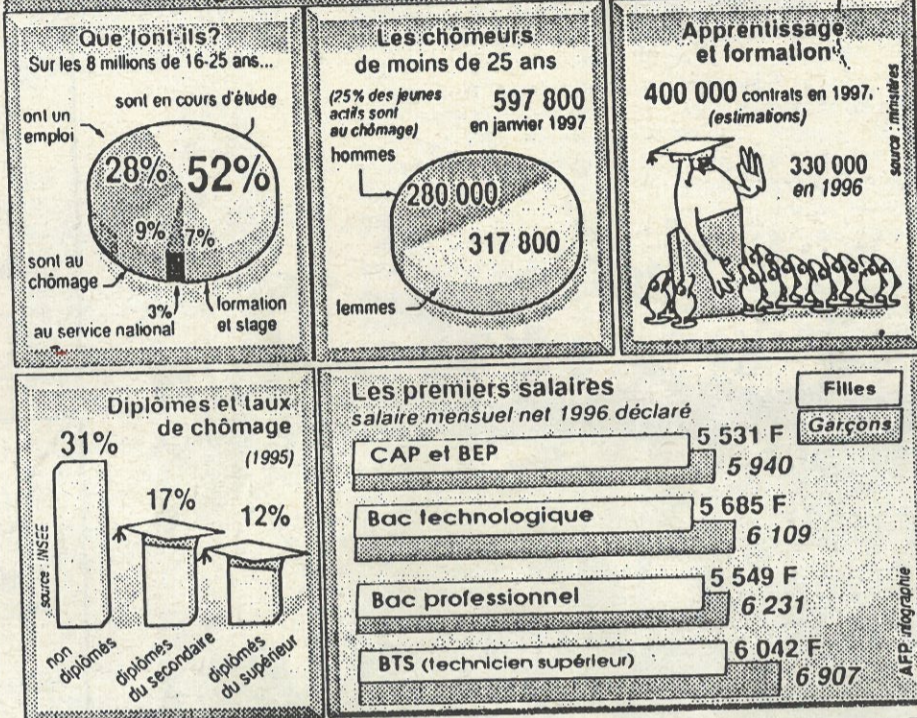
Les communistes avancent des propositions et, dans tout le pays, beaucoup d'hommes, de femmes, d'opinions diverses, ont aussi des idées, des propositions à formuler.

Ne faut-il pas tout faire pour que leur intervention citoyenne dans l'élaboration des mesures novatrices nécessaires soit un atout majeur pour réussir la politique nouvelle attendue par les français ? Oui, il faut tout faire. Faisons-le ensemble.

## Où se situe les « nouveaux métiers »

- ▶ **L'éducation** (coordination du soutien scolaire, prévention de la violence, coordination des projets éducatifs).
- ▶ **La famille, la santé et la solidarité** (coordinateur petite enfance, accompagnement des personnes dépendantes placées en institution, réinsertion à la sortie de l'hôpital)
- ▶ **Le logement, la vie des quartiers** (agent de gestion locative, agent d'entretien polyvalent, agent technique d'entretien maintenance, agent de médiation).
- ▶ **Les transports** (agent accompagnateur, agent de prévention et d'ambiance).
- ▶ **La culture** (initiation aux nouvelles technologies, valorisation du patrimoine)
- ▶ **La justice** (médiateur pénal, médiateur familial, accueil des familles de détenus, accompagnement et réinsertion des détenus)
- ▶ **L'environnement** (entretien des espaces naturels, traitement des déchets)
- ▶ **La sécurité** (agent d'accueil, d'orientation et d'aide aux victimes, médiateur local).

## Les jeunes et l'emploi



## Point de vue... Point de vue... Point de vue... Point de vue

de Gilles Bontemps,  
Secrétaire de la Fédération et Adjoint au secteur jeunesse du Comité National



« Créer 350 000 emplois jeunes en trois ans dans les secteurs publics et associatifs pour répondre à des besoins nouveaux avec la volonté affirmée d'aller vers de vrais emplois payés au minimum au SMIC, c'est donner de l'espoir à des jeunes à qui jusqu'à ce jour on n'offre que des petits boulots à peine rémunérés, et de très courte durée.

C'est s'engager dans un processus visant à mettre fin au chômage des jeunes après 20 ans de « politiques » « d'aide à l'emploi des jeunes » qui ont fait exploser le chômage et la précarité.

Des questions se posent comme le recensement, la formation, la pérennité. Des risques de déréglementation du travail et des transferts de charges sur les collectivités existent, raison de plus pour investir ce terrain avec les jeunes, les salariés, les citoyens pour obtenir les améliorations nécessaires au moment de l'examen du projet à l'Assemblée nationale, et aussi ensuite, avec le souci d'élargissement au privé. La conférence salariale sera de ce point de vue un rendez-vous important.

Certes, ce plan ne saurait suffire pour en finir avec le chômage et celui des jeunes en particulier, il faut pour cela des mesures structurelles nouvelles et une autre utilisation de l'argent.

Mais une brèche est ouverte, on peut s'y engouffrer pour réussir tout en faisant monter le débat et les initiatives avec les rencontres citoyennes autour des propositions du Parti, en particulier celles avancées par Robert HUE en juillet.

Loi de nous conduire à affaiblir nos efforts de recensement et d'initiatives pour les créations d'emplois statutaires dans les nombreux autres secteurs d'activités publics ou privés, c'est un véritable encouragement à les amplifier ».

## Quelles propositions des communistes

Près d'un quart des moins de 25 ans sont aujourd'hui au chômage. Les communistes proposent de créer en deux ans 700 000 emplois stables et correctement rémunérés pour les jeunes chômeurs et les exclus, dont 400 000 dans le privé.

## Comment faire ?

Une loi antiprécarité pourrait organiser, de façon négociée, les droits et pouvoirs nouveaux des salariés pour une conversion générale de tous les emplois et situations stables. L'objectif de créer 700 000 emplois en deux ans pour les jeunes s'inscrit dans cette démarche. Concrètement, 300 000 emplois stables peuvent être créés tout de suite dans le secteur public, tandis que des mesures incitatives pourraient amener les entreprises à en créer 400 000 autres : chaque jeune dépourvu de qualification aurait droit à 50 % de travail et 50 % en formation longue.

## Répondre aux besoins quelques exemples

- Dans l'éducation nationale, plusieurs dizaines de milliers de postes font aujourd'hui défaut. Il y a quelques mois, un encart du premier syndicat des lycées et collèges soulignait : « 800 000 heures supplémentaires = 45 000 emplois possibles ».

- Alors que le nombre d'admissions dans les hôpitaux publics a augmenté de près de 20 % en vingt ans, 12 000 postes d'infirmières sont actuellement déclarés vacants pour les seules régions Ile-de-France, Alsace, Provence-Côte d'Azur.

- Un million de demandes de logements restent en attente auprès des offices HLM. Il faudrait réaliser, chaque année, 150 000 logements locatifs et 150 000 en accession à la propriété. Un logement construit, c'est la création d'un emploi et demi.

# Pourquoi exiger une Conférence nationale pour de Nouveaux Financements

## Quelques pistes du côté de l'argent

Voilà des mois que le débat sur ce qu'il est possible de faire - ou non - afin de faire face à la domination des marchés financiers est engagé dans le pays.

Singulièrement, depuis le mouvement de l'automne 1995... La victoire électorale des partis de gauche et de progrès, la constitution d'un gouvernement pluriel qui réunit toutes les composantes, expriment et avivent un certain nombre d'attentes.

D'autant que c'est en France que la part des profits au détriment des salaires s'est le plus accrue au cours des quinze dernières années. Emploi, croissance, pouvoir d'achat : est-il vraiment possible de faire autrement ?

Quels moyens financiers, peut-on mobiliser en faveur d'une relance créatrice d'emplois ?

Le Parti Communiste propose de lancer une Conférence Nationale pour de nouveaux financements afin de trouver des réponses neuves, efficaces à cette question vitale. L'argent existe-t-il ?

Où est-il ? Les riches sont-ils ceux que l'on désigne parfois où... ?

### La moitié des Français gagne moins de 7 400 F net par mois, le quart moins de 5 500 F

#### Qui gagne quoi ?

■ **7 000 francs.** C'est le niveau de salaire que n'atteignent pas 50 % des salariés à la fin de 1995 (source INSEE).

0,2 %, c'est le montant de la perte de pouvoir d'achat subie par les ouvriers en 1995 (source Ministère du Travail).

■ **5 300 francs.** C'est le niveau de salaires que n'atteignent pas 50 % des jeunes de moins de 25 ans à la fin de 1995 (source INSEE).

■ **24 %.** C'est, en moyenne, ce que les femmes perçoivent de moins que les hommes à travail égal (source INSEE).

■ **11 %.** C'est le pourcentage de salariés qui sont rémunérés en-dessous du SMIC, soit 2 200 000 personnes.

#### Le travail écrasé

■ **12 000.** C'est, en dollars, ce que gagne en moyenne chaque année un ouvrier en France (15 000 en Allemagne).

■ **13.** C'est le rang occupé par la France au sein de l'Union européenne pour le coût du travail des ouvriers.

■ **100.** En prenant cette base pour la France, le coût du travail est de 118 au Japon, de 123 en Suisse et de 126 en Allemagne.

### Le Parti Communiste formule des propositions

▶ **167** C'est la somme, en milliards de francs, qui entrerait chaque année dans les caisses de la Sécurité sociale si la décision était prise de faire cotiser les revenus financiers au même niveau que les salaires. Cette disposition permettrait de mettre fin au déficit annuel des comptes de la protection sociale et financerait pour partie son extension.

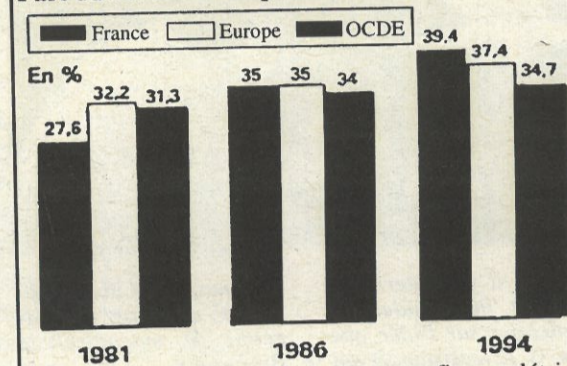
▶ **214** C'est la somme, en milliards de francs, qui a été transférée directement des salaires vers le capital depuis 1984. On notera que cette masse d'argent représente presque l'équivalent de la proposition formulée par les communistes, au moment de l'élection présidentielle, d'augmenter d'au moins 1 000 francs tous les salaires inférieurs à 15 000 francs.

▶ **15** C'est la somme, en milliards de francs, qui entrerait chaque année dans les caisses de la Sécurité sociale avec la transformation de tous les emplois précaires en emplois stables. Ajoutons que, pour 100 000 emplois nouveaux créés, c'est 7 milliards de francs de cotisations supplémentaires qui vont au financement de la protection sociale.

▶ **91** C'est, en milliards de francs, la somme qui correspond à l'ensemble des dettes patronales à l'égard de la sécurité sociale. En mettant de côté les entreprises qui ont disparu ou en difficulté, 40 milliards peuvent être récupérés.

### Voilà où est l'argent

#### La flambée des profits en France Part du revenu du capital dans la valeur ajoutée



C'est en France que la part des profits au détriment des salaires s'est le plus accrue au cours des 15 dernières années. Dans la campagne électorale, Lionel Jospin a déclaré vouloir oeuvrer à l'inversion de cette tendance.

### Marchés financiers

#### 2 417

C'est, en milliards de francs, la somme correspondant en 1993 au montant total des titres de créance négociables - types Bons du Trésor - émis par les Etats. Soit près de deux fois le budget annuel de la France.

#### 6 250

C'est, en milliards de francs, la somme correspondant en 1995 au total des transactions effectuées chaque jour dans le monde sur le marché des principales devises. Soit près de cinq fois le budget annuel de la France.

#### 150 000

C'est, en milliards de francs, la somme correspondant en 1995 au fameux « produits dérivés », symboles de la croissance, de la spéculation financière à l'échelle de la planète. Soit plus de cent fois le budget annuel de la France.

■ **Bernard ARNAULT :** le PDG du groupe LVMH - 4 milliards de francs de profits nets en 1995 - contrôle la plus grosse capitalisation de la place de Paris, soit 110 milliards de francs. Sa fortune personnelle est de 12,6 milliards de francs.

■ **Serge DASSAULT :** propriétaire à 100 % du capital de Dassault Industrie, holding de tête qui détient 49,9 % de Dassault Aviation, et 59,6 % de Dassault Electronique, Serge Dassault a une fortune personnelle de 3,6 milliards de francs.

■ **François PINAULT :** avec 41,5 % d'Artémis, François Pinault contrôle 39 % de Pinault Printemps Redoute, dont le cours en Bourse a été multiplié par deux en un an. Sa fortune personnelle est estimée à 6,5 milliards de francs.

■ **Jérôme SEYDOUX :** la famille Seydoux détient 29 % du capital de chacune des parties résultant de la scission de l'ancien groupe Chargeurs en deux sociétés distinctes (Pathé et Chargeurs). Sa fortune est de 3,1 milliards de francs.

### 690

C'est, en milliards de francs, le total des profits réalisés en 1995 qui sont allés à la spéculation financière. Utilisés dans la production, ils auraient permis la création de milliers d'emplois.

### 380

C'est, en milliards de francs, le montant de ce que possèdent les 400 plus grosses fortunes de France. Soit près de 30 % du budget de l'Etat en 1996.

### 156

C'est en milliards de francs, la somme des avantages fiscaux de toute nature accordés en 1996 aux dirigeants des grandes entreprises et aux privilégiés de la fortune.

### Stock options

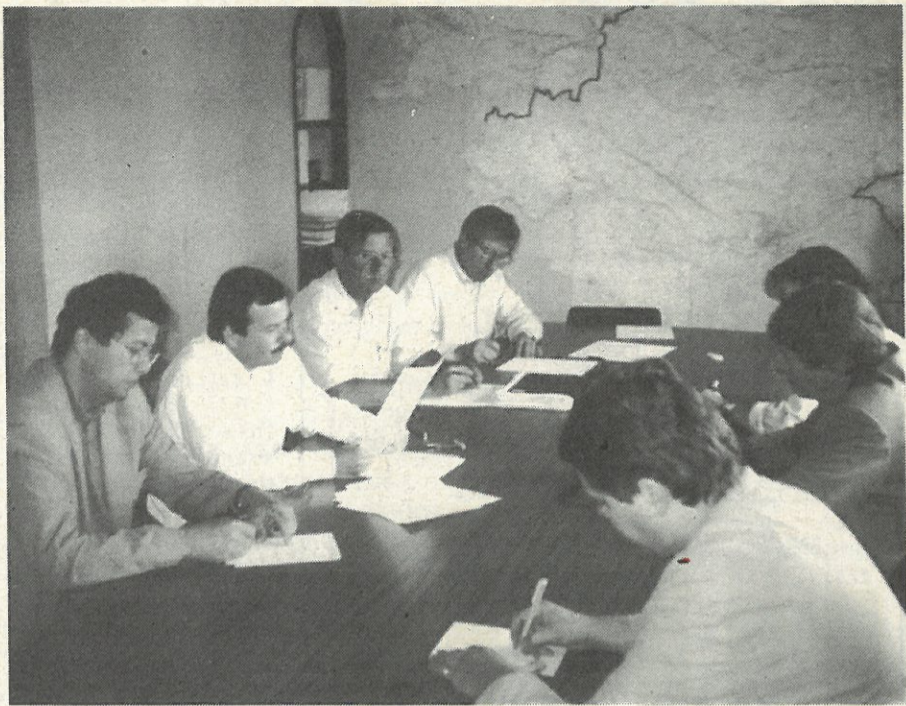
Près de 500 000 hauts responsables d'entreprises bénéficient de ce système qui leur permet d'acheter des titres de leurs propres sociétés à 20 % de leur valeur boursière, avant de les revendre avec des plus-values taxées seulement à 18,5 %.

Cet arrangement, calqué sur le modèle américain, assure des revenus considérables aux patrons des grands groupes.

### 30

C'est la somme, en milliards de francs, qui entrerait dans les caisses de l'Etat avec le quadruplement du rendement de l'impôt sur la fortune. A elle seule, cette mesure permettrait de financer un véritable plan d'urgence pour combattre la pauvreté et l'exclusion, mobilisant les acteurs sociaux, les entreprises et les services publics dans leur diversité.

# Conférence de presse de la Fédération



La Fédération du Parti Communiste a tenu le 1<sup>er</sup> septembre, sa Conférence de Presse de rentrée.

Devant les journalistes de la presse écrite, radio et télévisée,

Gilles Bontemps a tenu à apporter la position des communistes sur les principaux sujets d'actualité : les mesures gouvernementales concernant l'emploi, l'immigration, les choix industriels, les questions sociales, le pouvoir d'achat, la fiscalité, la réduction du temps de travail, la santé et la protection sociale, etc.

A la question d'un journaliste sur l'appréciation de la Fédération par rapport aux premières décisions gouvernementales, Gilles Bontemps devait déclarer : « Elles vont dans le bon sens, mais maintenant il faut aller au fond, engager les décisions structurelles afin de répondre progressivement, mais sans retard, aux attentes des Français ».

« Quelle est votre position sur l'idée de taxes sur le gasoil ? » surenchérit un autre journaliste. « Ce n'est pas de cette façon que l'on règlera la question réelle de la pollution dans les grandes villes, ensuite une telle mesure pénaliserait une nouvelle fois les revenus modestes. C'est pourquoi les communistes se prononcent contre une éventuelle augmentation des taxes comme cela semble avancé ».

Analysant les conditions dans lesquelles s'effectue la rentrée, les communistes de Loire-Atlantique pensent qu'il y a de fortes attentes à l'égard du gouvernement et notent qu'elles se traduisent par une aspiration profonde à mettre en oeuvre une véritable politique de gauche.

« Oui, il y a interrogations et inquiétudes en particulier sur l'idée que face à la résistance qui s'organise autour du patronat et des milieux financiers, y aura-t-il en toutes circonstances, la volonté et la capacité de se donner les moyens des objectifs annoncés ». C'est le sens des espaces citoyens décidés dans le département.

Sur la situation locale, deux dossiers étaient particulièrement évoqués :

● Sur les questions de l'emploi avec des propositions concrètes (voir l'article sur l'Université), mais également sur la Navale, l'Aérospatiale ou encore l'Ecole du Gaz (GDF) à Saint-Etienne de Montluc.

« Il faut, devait préciser Gilles Bontemps, réunir le CODEF, qu'il soit élargi aux élus, à l'ensemble des syndicats et que leurs réunions soient publiques ».

● Sur la sécurité « Nous allons poursuivre nos efforts sur les problèmes de sécurité à Nantes et dans les agglomérations des grandes villes du département. Nous avons rencontré en juin, le Directeur départemental des polices

urbaines, le Cabinet du Préfet et nous envisageons de rencontrer le Procureur de la République, car les événements graves que nous avons de nouveau connus en août et la mise en danger des populations rappellent que l'urgence à traiter les problèmes de fond qui conduisent à la délinquance, au banditisme, tout comme une nécessaire politique de prévention, ne saurait dispenser les pouvoirs publics d'assurer la protection et la sécurité des populations. Ce n'est actuellement pas le cas, et la répétition d'actes similaires par les mêmes individus souligne la carence et l'urgence de réponses réelles et adaptées ».

Concluant cette conférence de presse, le ton était donné en cette rentrée, sur cette idée : « Comme vous le voyez nous voulons en toutes circonstances, qu'il s'agisse d'emplois ou de toutes autres questions, à partir de la recherche de solutions concrètes aux problèmes des Français, en avançant des propositions pour y répondre et faire grandir et à fortifier la réflexion et l'action communes, pour qu'une véritable politique de gauche réussisse ».



## Pour une abrogation des lois Méhaignerie-Pasqua-Debré

Si les nouvelles dispositions prises par le gouvernement en ce qui concerne l'immigration, remettent en cause, dans son principe, la logique discriminatoire des lois Méhaignerie-Pasqua-Debré, on peut s'étonner que l'abrogation ne soit plus d'actualité.

On comprend alors que l'ancien ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, se réjouisse de voir les socialistes renier leurs engagements.

De plus, le débat n'est pas de savoir si M. Jospin a dit ou n'a pas dit, le mot « abrogation » mais bien comme le déclarait Michel Rica, pour la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. : « Il nous semble

nécessaire de faire de l'abrogation des lois Méhaignerie-Pasqua-Debré, une condition pour définir une nouvelle politique d'immigration... ».

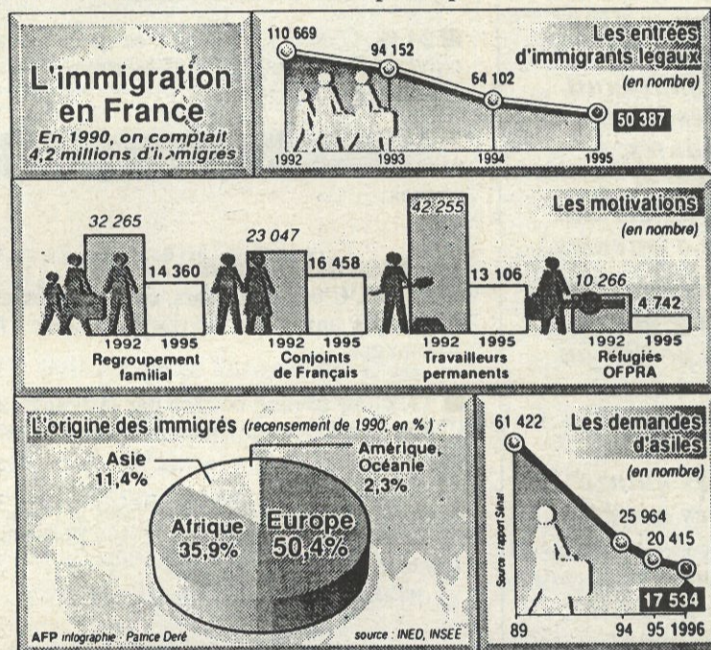
Il faut donc ouvrir le débat. Les communistes y participeront pour réaffirmer les orientations auxquelles ils restent attachés :

● refus de tout comportement raciste et discriminatoire, donc abrogation des lois Pasqua-Debré pour que soient assurés l'égalité, le respect de la personne humaine, l'accueil, le droit d'asile des personnes présentes depuis longtemps en vue de leur intégration.

● définition d'une nouvelle politique

d'immigration qui prenne en compte les enjeux actuels des migrations humaines, de codéveloppement avec les pays d'immigration et de nouveaux rapports Nord/Sud qui s'accompagnent d'une lutte efficace contre l'immigration clandestine et la répression du travail clandestin.

Mais, dès à présent, le mouvement citoyen doit s'engager dans ce débat pour aboutir à cette nouvelle politique d'immigration, et qui, par l'abrogation des lois Méhaignerie-Pasqua-Debré, symboliserait la volonté d'inverser résolument les orientations engagées ces dernières années par les gouvernements de droite.



## Université : pour la création de centaines d'emplois

Embaucher 350 enseignants et chercheurs, telle avait été la proposition formulée par les communistes de Loire-Atlantique, lors du meeting de Robert Hue à Nantes en 1995, à l'élection présidentielle.

Il s'agit dans cette proposition, de montrer que de réelles dispositions peuvent être appliquées pour trouver des solutions concrètes aux problèmes du chômage. Il faut savoir en effet, qu'il s'effectue près de

100 000 heures supplémentaires à l'Université.

Lors du Conseil d'Administration de juin, à l'initiative du SNESUP (FSU), un vœu a été adopté dans ce sens. Il est ainsi demandé que 60 000 des 99 986 heures supplémentaires effectuées soient transformées en emplois. Ce qui se traduirait par 300 postes d'enseignants chercheurs et 150 IATOS (Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, Ouvriers).

Ce vœu du Conseil d'Administration plaqué le Ministère devant une nouvelle situation : doit-on continuer avec les pratiques anciennes qui favorisent et entretiennent le chômage, ou s'inscrivent dans une autre logique qui répond à l'attente formulée par les Français lors des dernières élections législatives ?

La solution n'est pas seulement dans les mains du Ministère de l'Éducation Nationale, c'est notre affaire à tous, elle est aussi de notre responsabilité.

# FRANCE TELECOM : quel avenir ?



Le capital de France Telecom sera-t-il ouvert au privé ? C'est ce que décidera le gouvernement au vu d'un rapport qui, après consultation des salariés et des divers intervenants, lui sera rendu au plus tard le 5 septembre.

Le Parti Communiste Français se prononce pour que les engagements pris dans la campagne électorale soient tenus. Ceux-ci étaient notamment précisés dans la déclaration commune PCF-PS qui prévoyait « d'arrêter les processus de privatisation en cours de Thomson, Air-France et à France Telecom ».

## ● Intérêt général ou intérêt des marchés financiers ?

Aujourd'hui, le besoin d'« alliances internationales » est invoqué pour tenter de revenir sur cet engagement. Mais l'expérience montre que toute entrée d'intérêts privés dans une entreprise publique - même à un faible niveau - réintroduit dans l'ensemble des choix de gestion la

domination des critères financiers. Les conséquences en sont connues : pressions contre l'emploi et les « coûts salariaux », développement des services non plus en fonction des besoins mais selon la solvabilité des « clients »... En clair : recul du service public.

Quant aux coopérations internationales, plus que jamais nécessaires, l'expérience, là aussi, montre qu'elles se dégradent aux plans technologiques et industriels dès qu'elles deviennent l'enjeu de dominations financières.

## ● Une autre voie, un autre choix

A l'opposé de ces choix, des coopérations couronnées de succès attestent la supériorité du financement à dominante publique de projets de codéveloppement favorables à l'emploi dans chaque pays concerné.

Pour France Telecom, cela suppose que la maîtrise publique reste à 100% du capital. Surtout lorsque s'exerce déjà sur l'opérateur public la concurrence des grands groupes privés depuis la loi de dérégulation

adoptée il y a moins d'un an !

En préserver la propriété publique est donc une nécessité moderne, une condition aux nouveaux développements dont ont besoin le service public des Télécoms et l'économie nationale. Elle seule peut permettre la création d'emplois stables et qualifiés et éviter le gâchis d'investissements dus à la concurrence et les déséquilibres dans l'aménagement du territoire.

Elle permettrait, par exemple, sous

pilotage de France Telecom et en coopération de service public, une valorisation des réseaux télécoms d'EDF, de la SNCF, de la RATP et des autres entreprises nationales. Elle pourrait permettre également la constitution - autour de France Telecom et du CNET - d'un pôle public de l'électronique et des industriels du multimédia avec Thomson, Bull et Alcatel (dont les communistes proposent qu'elle réintègre le secteur public).

## ● Un vrai débat national est nécessaire

L'enjeu appelle que les agents et les usagers de France Telecom puissent disposer des élé-

ments d'information, donner leur avis, intervenir dans le débat national qui s'ouvre.

Pour ce qui les concerne, les communistes feront tout pour qu'il en soit ainsi.

Repères... Repères

### Multimédias



Le besoin d'un service public.

Pour ne pas prendre de retard, la mise en place de réseaux doit être réalisée dès aujourd'hui.

Pour cela, il faut investir 10 milliards de francs par an pendant 15 ans.

Quelle entreprise ou groupe d'entreprises peut se lancer dans un tel programme et à si long terme ?

Pourtant, le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?

### Télécom en Europe

- Deutsch Telekom dont la privatisation s'accompagne de 60 000 suppressions d'emplois d'ici à 1999.?

- British Telecom privatisée par tranches depuis 1983 est la plus grande société privée en Grande Bretagne.

Elle réalise d'énormes bénéfices pour les directeurs (5,3 milliards de francs par an de salaires) et les actionnaires.



De 230 000 en 1990, les effectifs seront bientôt réduits à moins de 100 000.

### France Télécom

Les effectifs n'ont cessé de fondre, de 156 031 agents en 1992, ils sont passés à 151 913 en 1994, ils sont aujourd'hui à moins de 150 000. Les résultats nationaux eux, suivent une autre voie. De 3,3 milliards de francs en 1992, ils étaient passés à 9,3 milliards en 1994



pour être prévisionnés à 14,5 en 1997.

## BREVES

### Rentrée scolaire

Les mesures annoncées par le Ministre de l'Education Nationale, Ségolène Royal, pour la rentrée prochaine, sont appréciables.

La réouverture de 800 classes maternelles et primaires permettront d'assurer la rentrée dans de meilleures conditions.

Toutefois, ces mesures ne correspondent pas aux besoins réels des écoles.

Seules, 300 ouvertures seront financées par des moyens nouveaux, le reste provenant de redéploiement de postes de remplaçants ou d'enseignants qui n'exerçaient pas leur métier devant une classe.

Il est à craindre que ces moyens mobilisés altèrent les capacités de remplacement et le fonctionnement général des écoles.

Une augmentation importante du budget de l'Education Nationale pour 1998 est indispensable pour permettre la régularisation de ces postes et la création de milliers de postes d'enseignants et de personnels nécessaires au bon fonctionnement du système éducatif.

Claudie CORPARD

Responsable fédéral

des questions de l'Education

### L'allocation de rentrée

#### scolaire à 1 600 F

Cette allocation versée à près de 3 millions de familles a été augmentée de 1 180,11 francs.

Voilà une bonne nouvelle, un ballon d'oxygène pour les familles qui en plus du strict coût de la rentrée scolaire doivent faire face à d'autres dépenses comme l'assurance scolaire, les transports, certains livres non fournis, la cantine.

Selon « Famille de France » le système crée une dynamique d'exclusion car 50 000 familles en sont exclues par rapport à 1996 parce qu'elles ont vu leur revenu augmenter très légèrement. Cette allocation qui fut exceptionnellement portée de 403 francs à 1 500 francs en 1993, reconduite en 1994 et 1995, fut abolie par le gouvernement Juppé en 1996.

Devant la protestation, où la pétition proposée par les communistes a joué un rôle certain, elle ne fut réduite qu'à 1 000 francs. Son rétablissement à son niveau antérieur était au nombre des propositions du Parti Communiste Français.

### A vos agendas

#### Commémorations de Châteaubriant

Elles se dérouleront cette année, le week-end du 19 octobre, à Nantes, Saint-Nazaire, Indre et Châteaubriant.

#### Fête de Nantes et de l'agglomération

A la Halle de la Trocardière à Rezé, les samedi 22 et dimanche 23 novembre.

#### Banquet fédéral

Il est fixé au vendredi 12 décembre à la Trocardière à Rezé.

## L'Humanité



Pour tous renseignements tél. au 02.40.35.03.00

# UNE GRANDE FÊTE DE L'HUMANITÉ 1997



## Il y a un an, on n'imaginait pas...

Il y a un an, on n'imaginait pas des ministres communistes au gouvernement de la France. La situation politique nouvelle fait de la Fête de l'Humanité 1997, un événement de portée inédite dans la vie politique.

Ce sera le premier grand rendez-vous populaire à l'échelle nationale autour du journal du Parti Communiste Français, trois mois après la constitution d'un gouvernement de toute la gauche et au moment où ce gouvernement à des décisions importantes à prendre pour engager la France dans une voie politique nouvelle.

Un des moments forts de la fête sera l'intervention le dimanche après-midi de Robert HUE, le secrétaire national du Parti Communiste Français. Cette fête aura deux caractéristiques : l'expression d'une satisfaction légitime d'avoir battu la droite et donné une majorité à toute la gauche dans son pluralisme, mais aussi une attente forte, des interrogations, voire des inquiétudes. Parce que cela ne peut plus durer : le chômage, l'absence d'avenir pour les jeunes, cette société qui se défait avec ses drames quotidiens.

L'originalité actuelle, c'est que ces interrogations ne sont pas passives. Beaucoup de gens demandent ce qu'on peut faire ? Il y aura, les 12, 13, 14 septembre, des centaines de milliers de participants très divers, animés de cette volonté de faire quelque chose pour que le gouvernement réussisse mais aussi pour donner de l'écho aux propositions du Parti Communiste Français.

## Aux propositions du PCF

### UNE INITIATIVE DE LA FÉDÉRATION

Pour 300 francs, nous vous proposons le transport en car aller-retour, la vignette d'entrée à la Fête donnant le droit à l'ensemble des animations, spectacles, expos..., le déjeuner du midi, boisson comprise, un pot d'accueil au stand de la Loire-Atlantique.

#### ● Le menu proposé avec le transport

1<sup>er</sup> plat :  
1 douzaine d'huîtres  
ou moules marinières  
ou 1/2 crabe mayonnaise  
ou soupe de poissons  
ou 1 maquereau grillé

2<sup>e</sup> plat :  
1 assiette de pêcheur  
ou 1 sole meunière

1/2 bouteille de gros plant par personne  
ou une autre boisson

#### ● Les horaires et comment réserver

Départ dimanche matin 14 septembre 1997  
St Nazaire 4 h - Nantes 5 h  
Départ dimanche soir La Courneuve 20 h  
Dès maintenant vous pouvez réserver vos places à la  
Fédération du PCF  
41 rue des Olivettes.  
Tél. 02.40.35.03.00

## Les raisins de la... Fête de l'Humanité

Mais que se passe-t-il dans le Pays Nantais pour que radios, télévisions, journaux parlent de notre région ? Non ce n'est pas le Football Club Nantes Atlantique qui a recruté l'avant-centre qui manque tant au club ; c'est le bruit des sérateurs dans les vignes, l'odeur du pressoir en marche qui a attiré le monde journalistique.

C'est au Loroux Bottereau, au domaine de la Guérande Marguais, que les premières vendanges se sont déroulées. Le Maître des lieux, Marcel Jussiaume, a l'air d'être particulièrement heureux. Heureux d'être le premier à ouvrir le bal des

millésimes. Un millésime 97 qui s'annonce excellent. Mais comme le rappelle, bien volontiers, Marcel Jussiaume « Il faut attendre la fin de la fermentation pour se prononcer sur la qualité du vin. Et même si la vendange est belle, le consommateur n'aura de la qualité dans son verre que si le vigneron la travaille bien... ».

Heureuse coïncidence ou nez fin des responsables du stand de la Fédération de Loire-Atlantique, le muscadet qui sera servi à la Fête de l'Humanité viendra directement des caves de Marcel Jussiaume. Et comme le muscadet se marie

très bien avec les fruits de mer, nous aimerions vous donner, peut-être, une des explications au nom du domaine de Marcel Jussiaume. Guérande comme le sel de Guérande car « le petit goût de sel donne toujours soif... ».

Et si vous le souhaitez, vous pourrez continuer la dégustation, après la fête de l'Humanité, en passant commande de quelques bouteilles pour les fêtes de fin d'année à la Fédération de Loire-Atlantique. Alors, comme le dit Marcel Jussiaume « Muscadet du matin, jamais de médecin », souhaitons à tous visi-

teurs de la Fête de l'Humanité, et à tous les amateurs de bon vin, une bonne dégustation de notre muscadet.



## POUR SE RENDRE A LA FÊTE

Un service de transport par car est assuré par la Fédération.

1<sup>er</sup> Départ : vendredi 12 septembre à Saint-Nazaire. 23 heures au siège de la Section, 18 rue des Halles à Saint-Nazaire. Minuit au siège de la Fédération, 41 rue des Olivettes, à Nantes. Retour à 20 heures de la Courneuve.

### Prix du voyage

Aller ou retour simple 125 F  
Aller et retour 250 F

2<sup>ème</sup> départ : dimanche 14 septembre à Saint-Nazaire, 4 heures du matin à Nantes, 5 heures du matin Retour à 20 heures de la Courneuve Voir encadré en bas de la page.

DU  
17 AU 27  
SEPTEMBRE

# Anniversaire

CUISINES  
**SCHMIDT**

## S.A. Alain GREGOIRE

48 Bd Victor-Hugo  
44600 SAINT NAZAIRE

Tél. 02.40.66.33.64 - Fax : 02.40.01.84.46

# Sur la Fête de l'Humanité au Stand de la Loire-Atlantique en avant première :

## Le 150ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage

Reviser l'histoire pour comprendre le présent, c'est ce que vous propose de relater les 19 panneaux retraçant la Traite Atlantique, les colonies esclavagistes antillaises, la première abolition de 1794, le soulèvement et l'indépendance haïtienne, les luttes anti-esclavagistes de 1800 à 1848.

L'abolition : mythes et réalités, colonisation et anti-esclavagisme au 19ème siècle, le travail forcé dans les colonies françaises, les rapports nord/sud qui restent toujours très inégaux.

L'exposition sera inaugurée samedi 13 septembre 1997 à 12 heures en présence de M. Jean-Claude Gayssot, Ministre du Logement, de l'Équipement et des Transports.

### Les épisodes fondamentaux de l'histoire de la France du 18ème siècle à nos jours

⇒ En trois siècles, plus de 10 millions d'Africains ont été déportés au-delà de l'Atlantique.

⇒ La France, grande puissance coloniale dès le 18ème siècle, exploitait 500 000 esclaves dans sa seule colonie de Saint-Domingue et plusieurs dizaines de milliers sur les plantations de Guadeloupe, Martinique ou La Réunion.

⇒ Le décret du 16 pluviôse an II (4 février 1794) est la première abolition au monde de l'esclavage. Il voit le jour grâce au soulèvement des esclaves dès 1791 et au combat des Conventionnels comme Brissot, Condorcet ou Robespierre.

⇒ Napoléon 1er rétablit l'esclavage dans les colonies conservées et tente de reconquérir Haïti.

⇒ La lutte conjointe des Antillais (Bissette) et celle des Français anti-esclavagistes (Schœlcher) aboutissent à l'abolition définitive à l'occasion de l'avènement de la 11ème République en février 1848.

⇒ En 1848, l'euphorie dure peu de temps. Les esclaves libérés se rendent vite compte que la « liberté générale »

n'est pas l'égalité sociale.

⇒ L'abolition inaugure la construction de l'empire colonial français qui devient, avant 1944, le deuxième du globe. Le travail forcé y devient jusqu'en 1947 une autre forme d'esclavage.

⇒ Dans les années soixante, les peuples coloniaux acquièrent leur indépendance parfois à l'issue de sanglantes péripéties.

⇒ Mais le monde actuel reste divisé en quelques « pays riches » et une majorité de nations livrées au sous-développement économique, à la misère massive, à l'analphabétisme.

⇒ Cette inégalité se double de rapports qui sont encore emprunts de domination, d'ingérences économiques, militaires, politiques, culturelles. Les guerres, les intégrismes, les déplacements de population qui destabilisent la planète ne sont-

ils pas les fruits amers de ces inégalités ?



Grande puissance coloniale dès le 18ème siècle, la France le restera jusqu'au 20ème siècle. Aujourd'hui encore, ce passé se lit dans l'actualité quotidienne ; relations franco-africaines anachroniques, marquées souvent de « nostalgie impériales », flambée de vieilles peurs racistes nées à l'ère coloniale et réutilisées avec virulence dans la France en crise de cette fin de siècle...

Il est donc impératif, en 1998, de retracer cette forme féroce de l'exploitation coloniale qu'ont été la traite de millions d'Africains vers les Antilles et l'esclavage. Il n'est pas inutile de reconsidérer les circonstances particulières dans lesquelles la 11ème République française proclama l'abolition, il y a 150 ans, le 27 avril 1848.

D'échec en succès, cette émancipation a été le fruit des luttes convergentes des esclaves (soulèvements des Haïtiens de 1791 à 1802, en Martinique et Guadeloupe de 1789 à 1848) et des Français anti-esclavagistes (abolitionnistes de 1794 à 1848) et non le fait de la générosité des colons octroyant la liberté par charité.

Certes, l'abolition de l'esclavage de 1848 n'a pas marqué la fin de l'exploitation coloniale. Elle n'a pas non plus mis un terme aux inégaux rapports nord-sud qui restent une donnée de notre temps. Elle n'a pas fait disparaître à jamais les mentalités racistes que certains s'évertuent encore à justifier.

Le 15 avril 1848 reste cependant un jalon essentiel de l'histoire de France, un moment privilégié de solidarité entre les peuples de France et d'Outre-mer. Elle se situe à un moment de conquête de libertés fondamentales de la République.

La disparition de l'esclavage reste liée à la proclamation du suffrage universel des hommes et à celle du droit au travail.

Francis Arzalier  
Historien

### SARL POMPES FUNÈBRES ATLANTIQUE

Patrick LE ROGNON

24 H sur 24  
7 jour sur 7

02.40.01.86.88

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrats d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité

SAINT-NAZAIRE et sa région

5, place F. Blancho - 02.40.01.86.88

## A propos du budget 1998 les députés communistes font des propositions

Dans une lettre adressée au Premier Ministre, le groupe communiste à l'Assemblée nationale fait part de ses propositions et remarques à l'occasion de la préparation du prochain budget, celui de 1998, le pre-

mier du nouveau gouvernement de gauche.

Quoi de plus normal ? Les députés communistes sont membres à part entière de la nouvelle majorité et c'est dans un « esprit résolument constructif » que leur première contribution au

début de l'été a consisté en des propositions pour une nouvelle croissance portant sur une centaine de milliards de francs.

Dans leur lettre, ils insistent sur les points suivants :

### Rupture

Moyen déterminant du changement de politique que les Français ont voulu, pour impulser la croissance, par la création d'emplois et la justice sociale, ce premier

budget de la gauche doit être en rupture avec celui des années précédentes. Il ne peut être guidé par le seul respect des critères pour le passage à la monnaie unique, sans

être accompagné d'une augmentation sensible des dépenses budgétaires utiles assorties d'un financement s'attaquant à la spéculation financière.

### Impôts

Pour relancer la demande, dont le gouvernement reconnaît qu'elle « est une clef pour l'emploi », il pro-

pose « une réduction de l'impôt sur le revenu à l'exception des plus hautes tranches, une réduction de la taxe

d'habitation et du foncier bâti, une baisse de la TVA ciblée sur quelques produits de première nécessité ».

### Dépenses et recettes

L'éducation, la formation, la recherche, la santé, le logement, la culture, la jeunesse et les sports sont des budgets prioritaires qui doivent progresser. L'industrie et les entreprises publiques mais aussi les PME-PMI doivent être aidées. Une mesure simple et peu coûteuse pour l'Etat : le

relèvement des plafonds des CODEVI, des facilités d'accès au crédit, une fiscalité incitative à la création d'emplois.

Ces mesures peuvent-elles être financées sans augmentation du déficit ?

Oui, car les rentrées fiscales réduites par la relance et par la réduc-

tion de dépenses - comme celles du RMI compensées par la création d'emplois - pourront entraîner la réduction du déficit dans le courant de l'année 1998. Il faudra aller plus loin en engageant une réforme fiscale.

### Réformes fiscales

L'égalité dans ce domaine implique que les revenus du capital soient taxés au même niveau que ceux du travail.

L'impôt sur les bénéfices des sociétés doit distinguer entre les bénéfices réinvestis pour l'emploi et les bénéfices distribués.

Les gisements ne manquent pas qui, de l'avoir fiscal au bénéfice consolidé des sociétés, alimentent la spéculation aux frais des contribuables. Il faut s'y attaquer comme il faut taxer les mouvements de capitaux.

L'impôt sur le revenu doit peser plus lourd sur les hautes tranches, le quotient familial être mieux plafonné. La solidarité exige que dans un premier temps le rendement de l'impôt sur la fortune soit doublé.

La charge annuelle de la dette, deuxième poste de dépense du budget doit être allégée par un emprunt obligatoire sur les banques, les compagnies d'assurances et les hauts revenus.

De plus, 100 milliards de francs de fraude fiscale par an sont à récupérer.

### Innovation et réalisme

Les députés communistes proposent d'innover dans la méthode de préparation budgétaire en favorisant une participation parlementaire et citoyenne beaucoup plus large que par le passé. Un grand débat démocratique doit être impulsé dans le pays et au Parlement pour ce premier budget de changement en ouvrant un

champ aux propositions du mouvement social et citoyen en prenant en compte les propositions de majorité à l'Assemblée nationale dans sa pluralité.

« La priorité doit être de satisfaire les aspirations que notre peuple a exprimées, avec au coeur l'emploi et le mieux vivre ».

## Inscription des jeunes sur les listes électorales : solution ou ouverture ?

Le Conseil des Ministres du 27 août 1997 a adopté un projet de loi « relatif à l'inscription d'office des personnes, âgées de 18 ans sur les listes électorales ».

Cette mesure que le Mouvement de la Jeunesse Communiste Français accueille de « manière positive, ne règle pas le divorce entre les jeunes et la politique » mais « elle peut contribuer à ce que plus de jeunes s'emparent des échéances électorales pour s'exprimer ».

Mais, comme le réclament beaucoup de jeunes, la politique, les hommes politiques doivent changer. « La vraie mesure qui

pousserait les jeunes à se faire recenser pour aller voter ne dépend que du programme que les hommes politiques proposent. A mon avis, plus il sera intéressant, plus les jeunes, mais aussi les autres personnes, auront envie de s'impliquer et de se déplacer », disait récemment Caroline dans les colonnes de l'Humanité.

Mais comme le dit aussi, Michel Simon, sociologue, « ce n'est pas l'action politique qui est mise en cause par la jeunesse, mais plutôt une certaine conception de la politique. Ils veulent la proximité, l'écoute, la prise en compte de leurs aspirations et

de leur avis, et le plus possible leur mise en capacité de définir eux-mêmes, les objectifs, les moyens, les modalités, sans se faire dicter des règles de conduite ».

Le problème de fond, à résoudre, est d'offrir une perspective car les jeunes veulent être des citoyens à part entière, ils veulent s'engager, manifester, participer, etc... (voir nos chiffres en repères).

Alors, si l'on offre cette perspective, la loi proposée par le gouvernement pourra être, comme le dit Michel Simon « l'affirmation du droit à la citoyenneté ».

Didier POTIRON

### Repères... Repères... Repères... Repères... Repères... Repères... Repères

- UN QUART. C'est le nombre de jeunes non inscrits sur les listes électorales à l'âge de dix-huit ans. Cette proportion tombe à 14 % à vingt-cinq ans. Tous âges confondus, la proportion de non-inscrits est de 9 %. Les jeunes ont tendance à ne pas s'inscrire s'il n'y a pas d'échéance électorale dans l'année qui suit.

- 54 % des moins de trente ans estiment que la politique est une activité « peu ou pas honorable du tout », contre 46 % qui

pensent le contraire

- 90 % des jeunes Français se disent prêts à signer une pétition pour défendre leurs intérêts, 80 % à manifester, 68 % à faire grève, 42 % à se syndiquer, 50 % à occuper leur entreprise.

- 30 % des jeunes « sont prêts à s'engager » contre l'exclusion, « quitte à faire des sacrifices ou à prendre des risques ». 28 % d'entre eux placent la défense de la démocratie en priorité, et 25 % la défense de leur pays. La

lutte contre le racisme recueille 22 % des suffrages, et la défense des acquis sociaux 21 %. En revanche, les causes internationales ne semblent guère inspirer les moins de trente ans : 8 % sont prêts à s'engager pour « la construction de l'Europe », et 7 % seulement pour l'aide au tiers-monde.

(Source : sondage CSA - « la Croix », paru le 18 mars dernier).

# 10 000<sup>F\* TTC</sup>

## DE REPRISE MINIMUM



de votre véhicule pour l'achat d'une Clio neuve.  
\*Offre exceptionnelle réservée aux particuliers possesseurs de leur véhicule depuis au moins 6 mois.

### RENAULT ST-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

ROND POINT OCEANIS

VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 02 40 17 20 20



### RENAULT